

### **Conclave sur les Retraites : nouvelle approche ou tentative d'apaisement ?**

François Bayrou, dans son discours de politique générale prononcé le 15 janvier 2025, a annoncé une initiative audacieuse : l'organisation d'un conclave sur les retraites. Ce projet, inscrit dans un contexte de forte tension sociale, vise à réunir les acteurs sociaux autour de la table pour réexaminer les fondements du système de retraite et répondre aux revendications croissantes des syndicats. L'initiative repose sur deux axes principaux : une mission flash confiée à la Cour des comptes et une concertation limitée à trois mois pour envisager une réforme alternative. Cet article explore les objectifs, les contraintes et les perspectives liées à ce processus.

#### **Mission flash de la Cour des Comptes: recherche d'un diagnostic pour une concertation informée**

La mission flash, confiée à la Cour des comptes, a pour vocation d'établir un diagnostic rapide et précis du système de retraite français. Elle devra examiner les équilibres financiers à court et à long terme, évaluer les conséquences des réformes en cours et identifier les marges de manœuvre disponibles. Ce rapport, attendu sous un mois, fournira une base à partir de laquelle les discussions pourront être orientées. L'objectif principal est d'assurer que les données mobilisées dans le cadre de la concertation soient à la fois fiables et exhaustives.

#### **Une concertation sous forte contrainte temporelle**

Le délai imparti pour la concertation, limité à trois mois, soulève des interrogations quant à sa faisabilité. Comparativement à d'autres processus similaires, ce calendrier semble être particulièrement contraignant. La complexité des thématiques liées aux retraites, conjuguée à la diversité des positions des parties prenantes, exige un temps d'analyse et de discussion plus substantiel. En outre, l'élaboration d'une réforme respectant les engagements budgétaires de l'État et l'équilibre financier à long terme risque de limiter la portée des compromis possibles. Afin de pallier ces limites, des méthodes alternatives telles que la mise en place de groupes de travail thématiques pourraient être explorées pour approfondir certains aspects critiques.

#### **Le maintien de la réforme Borne : un enjeu de confiance**

La réforme Borne de 2023, qui prévoit un report progressif de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, demeure en application malgré l'annonce du conclave. Ce maintien, sans suspension temporaire, impose déjà une hausse de l'âge de départ à 62 ans et 9 mois pour la génération 1963 à compter du 1er octobre 2025. Cette situation alimente les critiques des syndicats, qui y voient un frein au dialogue social. Elle suscite également des tensions accrues chez les travailleurs, notamment ceux exerçant des professions pénibles, pour lesquels un allongement de la carrière pourrait avoir des conséquences physiques et psychologiques importantes.

#### **Divergences d'approches : Medef et syndicats**

Le MEDEF a accueilli favorablement l'annonce de ce conclave, insistant sur l'importance de garantir la soutenabilité financière du système de retraite et de ne pas alourdir le coût du travail. Les syndicats, en revanche, demeurent largement sceptiques. Ils pointent du doigt le manque de clarté et l'absence de suspension de la réforme Borne, qui constituent à leurs yeux des entraves à un véritable processus de négociation. La fracture entre ces deux visions reflète la complexité d'établir un consensus durable.

#### **Perspectives et enjeux**

Le conclave sur les retraites représente une tentative louable de relancer le dialogue social, mais son succès repose sur plusieurs conditions. Tout d'abord, un élargissement des modalités de concertation et une flexibilité accrue des calendriers pourraient faciliter une approche plus inclusive. Par ailleurs, une suspension temporaire de la réforme Borne pourrait renforcer la confiance des partenaires sociaux et créer un climat plus propice aux discussions. Sans ces ajustements, l'initiative risque de rester symbolique, sans impact structurel significatif. Enfin, la diversité des attentes des acteurs et les contraintes budgétaires imposées par l'État resteront des obstacles majeurs à surmonter.

En conclusion, bien que le conclave ait le potentiel d'ouvrir la voie à une réforme plus équilibrée, il devra s'appuyer sur des mécanismes innovants et des compromis significatifs pour répondre aux attentes des citoyens et des partenaires sociaux.